



Dans le Sud, l'Est et le Nord, une minorité sociale s'enrichit au détriment des peuples. Dans le monde entier, des voix s'élèvent contre ce nouvel ordre financier mondial qui tire profit de l'exploitation de la nature et des populations, développe l'apartheid social, menace les fragiles conquêtes des femmes et précipite souvent les pays dans des confrontations destructrices entre nationalités.

La Mondialisation de la pauvreté

- SOMMAIRE -

Les enfants : au travail... C'est assez	p. 2
Emplois à toutes les sauces	p. 2
Premier combat : rester en vie	p. 3
Nouvel emploi, p'tit salaire	p. 3
Sans terre... les paysans brésiliens	p. 4
Coupures ou chronique d'une destruction massive ...	p. 5
Le 1 ^{er} mai 2000 : tout un programme	p. 8

LE 1^{ER} MAI À L'ÈRE DE LA MONDIALISATION

En l'an 2000, le 1^{er} mai, Fête internationale des travailleurs et travailleuses, signifie-t-il encore quelque chose pour les travailleurs et travailleuses de tout acabit? Se souvient-on du massacre de travailleurs de Chicago en lutte pour la journée de huit heures? Est-ce que l'aboutissement de cette longue période d'organisation au sein du mouvement ouvrier américain ne désigne-t-il plus qu'un moment historique? À l'ère de la mondialisation des marchés, du chômage, du niveau scandaleux du mépris de la dignité humaine et de la pauvreté, le 1^{er} mai est un événement qui nous fouette les sangs et qui reprend sa pleine signification à travers la planète.

À la fin du XIX^e siècle, en 1886, 190 000 travailleurs, dont 80 000 à Chicago, font la grève à travers le territoire américain pour réclamer leurs journées de huit heures. Des 80 000 ouvriers et ouvrières grévistes de Chicago, 7 000 d'entre eux manifestent devant les portes de l'usine McCormick. Durant l'après-midi du 3 mai, les patrons font venir les forces policières afin d'intimider leurs ouvriers. Les manifestants et manifestantes réagissent à cette initiative patronale en jetant des pierres aux policiers. Aussitôt, ces derniers tirent dans la foule. Bilan déplorable : six ouvriers tués et environ une cinquantaine sont blessés.

Cet événement suscite la colère au sein du mouvement ouvrier qui déclenche une manifestation le lendemain même. Un autre incident perturbe le déroulement de la journée : un provocateur lance une bombe. De nouveau, les policiers agissent : un autre mort et des blessés. Suite à cette manifestation, huit personnes furent accusées de meurtre et condamnées malgré l'absence de preuves formelles à leur endroit.

Trois ans plus tard, le Congrès de la Deuxième Internationale décréta en souvenir de ces massacres le 1^{er} mai, Fête internationale des travailleurs et des travailleuses.

Aujourd'hui dans le monde

Qu'en est-il de la vie des travailleurs et travailleuses en ce début de troisième millénaire? Une vague néolibérale submerge les conditions de travail sur la planète et entraîne avec elle un recul important au niveau des droits sociaux. Elle touche ainsi les personnes salariées et les sans emploi. Nous n'avons qu'à penser au sort des travailleurs et travailleuses des *maquiladoras* (usines) au Nicaragua. Ces personnes travaillent dans des usines qui bénéficient d'importants avantages financiers de la part du gouvernement tout en ne respectant ni normes du tra-

vail, ni lois sur la protection de l'environnement.

Les travailleurs et travailleuses ont des salaires de misère qui couvrent à peine 40 % de leurs besoins de base. Depuis des années, elles (car majoritaires à 70 %) se mobilisent et luttent pour travailler dans la dignité et pour la reconnaissance de leurs droits. Elles ont obtenu un code de travail qui en dit long : fin du congédiement des femmes enceintes, arrêt de toute violence physique, psychologique, verbale ou sexuelle et le droit de s'associer.

À l'échelle régionale

L'usine Beloit est un exemple parfait des impacts de la mondialisation des marchés sur les travailleurs et travailleuses. L'achat de cette usine, par un compétiteur américain, a conduit à son démantèlement. La dislocation de cette entreprise, qui jusqu'à tout récemment était productive, sert de couverture à l'élimination de la concurrence. En plus, elle sera revendue pour servir à d'autres fins. En somme, nous avons affaire à une *maquiladora* à saveur estrienne. Évidemment, les salaires et le nombre des « nouveaux » emplois diminuent et les conditions de travail en

prennent un coup. Le cercle vicieux se poursuit avec ces entreprises « étrangères » bénéficiaires de programmes avantageux pour leur réaménagement. Aussi, n'avons-nous qu'à penser à Bell qui établit sa « filiale américaine » sur ce site.

Plusieurs luttes ont cours à cet instant sur la planète. Le 1^{er} mai n'est donc pas une fête comme les autres. Ici au Québec, cet événement est souligné depuis des années. En Estrie, la tradition remonte à 1982 et depuis 1986, elle est assumée par Solidarité Populaire Estrie (SPE) qui réunit l'ensemble des mouvements progressistes de la région (syndicats, groupes communautaires et populaires, communautés religieuses, groupes de femmes et le mouvement étudiant).

Pour nous tous et toutes, le 1^{er} mai devient une occasion privilégiée pour clamer haut et fort notre désaccord. Afin de revendiquer une répartition plus équitable de la richesse et du travail, les membres de SPE vous invitent à vous joindre à la Fête dans un esprit rassembleur et porteur de résistances.

Marie Salvail, Marie Toupin
Solidarité Populaire Estrie

Travail et conditions de vie

NE PAS ARRÊTER
POUR NE PAS RECULER

Le 1^{er} Mai, Fête internationale des travailleurs et travailleuses, est certes l'occasion de fêter le chemin parcouru à force de luttes et de mobilisations mais demeure aussi un instant privilégié pour sous-peser le chemin qu'il reste à parcourir.

En ce sens, nous pouvons constater que plusieurs aspects du travail et des conditions de vie en général de l'ensemble de la population demeurent à améliorer : mise à pied sauvage, aucune limite d'heures à la journée de travail, accidents de travail difficilement compensés ou non reconnus, diminution de l'accessibilité à l'assurance-chômage, etc. Bref, au Québec beaucoup de «boulot» nous attend...

Et les enfants...

Mais le thème du 1^{er} mai 2000 (« Agir pour une société sans pauvreté ») nous amène à partager une de nos préoccupations : le travail des enfants. À l'heure actuelle, selon les données du Bureau international du travail (BIT), le monde compte environ 250,000,000 (oui, oui, 250 millions !!!) d'enfants âgés de 5 à 14 ans oeuvrant à différents travaux parfois très pénibles.

Soulignons que la moitié d'entre eux travaillent à temps plein dont la quasi-totalité par nécessité de survie. Pourtant, la Convention relative aux droits de l'enfant aborde la question du travail des enfants de même que le BIT qui fixe à 15 ans l'âge minimum à l'admission à l'emploi tout en autorisant les enfants de 13 à 15 ans à accomplir des travaux légers.

Bien entendu, qui ne connaît pas d'enfants travaillant autour de nous : camelots, gardiennes d'enfants, ... Cependant, ce que nous déplorons, c'est l'exploitation éhontée des enfants pour faire davantage de profits. Placés sous le couvert de la mondialisation et profitant souvent des conditions de vie misérables dans les pays en voie de développement, les «businessmen» du Nord, déménagent leur production tout en offrant des salaires de crève-la-faim alliés à des conditions de travail plus que déplorables.

La solidarité...

Si nous voulons être conséquents en regard du travail que nous accomplissons pour faire progresser la justice sociale, nous devons augmenter les pressions sur nos gouvernements pour qu'ils fassent appliquer les conventions et réglementations internationales, particulièrement dans le cas du travail des enfants.

De plus, nous devons soutenir et, de façon assidue, les tentatives d'organisations syndicales ou collectives des travailleurs et travailleuses de tout âges dans les pays en voie de développement et supporter les mouvements sociaux qui contribuent à diminuer la pauvreté tant sur le plan local, national qu' international.

Pour les années à venir (...), le slogan «Pauvreté zéro» doit demeurer au coeur de nos revendications et le respect de la dignité humaine, en tête de nos préoccupations.

Alors, pour changer le monde, tu attends quoi ?

L'équipe du journal

Les droits des enfants : trop de voeux pieux



Vie ouvrière : janvier-février 1990

Portrait du marché du travail

Nouveau... mais pas rassurant

La Fête du 1^{er} mai est une journée symbolique et un moment privilégié pour rendre un hommage à toutes ces femmes et ces hommes qui à force de luttes, d'acharnement et de conviction ont réussi à améliorer les conditions en emploi pour eux et les générations futures. C'est un aussi un rappel à poursuivre sans relâche parce que nous vivons un recul important dans ce domaine.

Une étude récente démontre qu'il y a environ une personne sur cinq (soit 20 % de la population en emploi) qui occupe un emploi régulier temps plein. Où retrouve-t-on tous les autres? Dans les emplois atypiques (mesures actives d'intégration en emploi, emplois à contrat de durée limitée, la sous-traitance, agences temporaires, travail autonome, télétravail, travail à domicile, économie sociale, etc.). On remarque de plus une augmentation du travail à temps partiel involontaire et, du cumul d'emplois.

S'adapter pour survivre...

Ce qui signifie que les personnes ont dû s'adapter à la loi du marché du travail au détriment de leurs droits et de leurs protections. Cela a eu des effets directs et significatifs comme une baisse de la syndicalisation au Québec, une augmentation de la précarité en emploi, des salaires

à la baisse, des conditions en emploi qui se détériorent, des personnes travaillant sans statut de travailleur reconnu, sans protection et lieu de recours etc.

Comment réagissons-nous devant cette situation? Sommes-nous préoccupés par la dure réalité de ces travailleurs et travailleuses? Et sommes-nous cohérents entre le discours revendicateur que nous tenons et nos pratiques? Un exemple, prenons les emplois découlant des mesures actives d'intégration en emploi : la durée des programmes, le nombre d'heures et les salaires ne cessent d'être à la baisse.

Et le communautaire

Pourtant, nous - c'est-à-dire le communautaire - continuons à y recourir pour pallier à nos manques de ressources humaines et financières. Il faudrait voir comment nous aussi on s'adapte... Où se

situe notre solidarité? Quelles sont nos véritables raisons d'utiliser ces mesures? Avons-nous un réel souci d'intégration et de maintien en emploi? Cherchons-nous plutôt à avoir une main d'oeuvre sans vouloir reconnaître notre responsabilité? Nous jouons le jeu de ceux que nous critiquons... toujours en attente d'une politique de reconnaissance et de financement de l'action communautaire autonome.

Peut-être avons-nous intérêt à nous recentrer sur le sens de la Fête du 1^{er} mai. Dans un monde où l'emploi est devenu une denrée rare et où se joue une « game » féroce de survie et de compromis, cela profite à plusieurs, mais certainement pas aux travailleurs et aux travailleuses que nous fêtons en ce 1^{er} mai.

Manon Brunelle
Illusion-Emploi

Journal communautaire
bimestriel



187, rue Laurier, local 317
Sherbrooke (Québec)
J1H 4Z4
Tél. : 821-2270

Equipe de rédaction

Carole Archambault
Dominique Desautels
Pascale Duams
Jean-François Fortier
Normand Gilbert
Karine Therrien

Mise en page

Louise Daigle

Correction

Francine Morin

Dessin

Pierre Berger

Collaboration

Manon Brunelle
Catherine Côté
Gilles Léveillé
Me Micheline Plante
Philippe Poisson
Marie Salvail
Marie Toupin
Petronella van Dijk

Éditeur : La Voix Ferrée inc.

Impression : The Record

Distribution :

Distribution publicitaire Estrie

Poste Publication : Enrg. 7082

Dépôt légal 2^e trimestre 2000
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite délimité par les rues Queen au nord, Saint-Joseph au sud, Le Phare à l'ouest et par la rivière St-François pour l'est.



Premier combat : rester en vie...

Le 1^{er} mai de chaque année est le moment privilégié par les mouvements ouvrier et populaire pour rappeler les combats du passé et solidifier nos liens pour les luttes en cours et à venir.

Le 1^{er} mai n'est pas une fête comme les autres. C'est le jour choisi par les militantes et militants socialistes regroupés dans la Deuxième Internationale en 1889 pour rappeler le sacrifice des travailleurs de Chicago, massacrés en 1886 pour avoir milité en faveur de la journée de travail huit heures par jour. Tout près de 115 ans ont passé et le capitalisme que certains croyaient pouvoir domestiquer, continue de mutiler, d'empoisonner et de prendre les vies de nombreux travailleurs et travailleuses. En ce 1^{er} Mai de l'an 2000, rappelons-nous que le premier combat de bien des hommes et des femmes est de rester en vie au travail.

La santé ou les profits

En 1998, la Commission du travail et de la santé et de la sécurité du travail (CSST) a reconnu 208 décès, dont

134 à la suite d'un accident du travail et 74 reliés à une maladie professionnelle. Phénomène préoccupant, six de ces accidents mortels ont frappé des jeunes de moins de 20 ans.

Toujours en 1998, la CSST a ouvert 157 322 nouveaux dossiers relativement à des lésions professionnelles, soit 1,3 % de plus que les 155 348 dossiers ouverts en 1997. Insatiables, les boss du Québec ont toujours besoin du sang ouvrier pour augmenter leurs profits.

Au Québec, en 1998, les accidents et les maladies du travail ont fait perdre plus de journées de travail que toutes les grèves et les lock-out mis ensemble. Un total de 12,3 millions de jours de travail perdus.

Selon les estimations du Bureau international du travail (BIT), plus d'un million de décès surviennent cha-

que année à cause du travail tandis que 410 millions d'hommes, de femmes et d'enfants sont mutilés et empoisonnés par suite d'accidents ou de maladies du travail.

Le travail tue

Le BIT soutient également que cette hécatombe de 1,1 millions de décès liés au travail dépasse les moyennes annuelles de morts causées par les accidents de la route, la guerre, la violence et le sida. Le travail est la première cause de décès de par le monde. Le BIT avertit que le nombre de décès relié au travail devrait doubler d'ici 2020 si les gouvernements n'imposent pas des mesures correctrices au patronat. Qui a dit que le travail c'est la santé?

Parallèlement à ce triste tableau, nous venons d'apprendre que la CSST affichera un nouveau surplus de



Source : CTAE

1^{er} Mai : réaffirmons notre droit de travailler en santé

305 \$ millions pour l'année 1999. Au cours de ces cinq derniers exercices financiers, elle aura accumulé plus de 1,1 \$ milliard. Si le ridicule ne tue pas, il n'indemnise pas trop en tout cas...

Devant ces constats, le Comité des travailleurs et travailleuses accidentés de l'Estrie souhaite, en ce 1^{er} Mai 2000, rappeler la nécessité d'imposer au patronat des mesures visant une plus

grande protection des travailleurs et travailleuses, et ce, dans tous les milieux de travail et une indemnisation plus juste pour les victimes. Nous voulons également réaffirmer notre volonté d'intégrer ce combat à celui mené contre ce système meurtrier qu'est le capitalisme.

Tous unis le 1^{er} Mai, solidaires le reste de l'année.

Philippe Poisson
CTAE

Beaucoup d'emplois, oui

Mais un peu de poudre aux yeux aussi!

C'est la grande excitation depuis quelque temps à Sherbrooke et un peu partout en Estrie. Les médias en font des manchettes éclatantes. Il se crée des emplois! Par dizaines ou par centaines!

En février, c'était 500 nouveaux emplois chez Thona, à Magog. En mars, 200 emplois dans l'ancienne usine Beloit, avec l'implantation d'un centre d'appels. Au début d'avril, une autre fournée d'emplois à Sherbrooke, pour 2001, cette fois dans l'industrie des cosmétiques. Sans parler des « petits projets » de 10, 20 ou 50 emplois. Les villes, comme Coaticook et Lac Mégantic, se lancent dans des opérations de recrutement de main-d'oeuvre et la campagne Priorité-Emploi bat son plein à nouveau.

Devant une telle effervescence de bonnes nouvelles, on aurait mauvaise grâce de ne pas se réjouir comme

tout le monde. Pourtant, il y a lieu de s'arrêter un instant et de se demander si la réalité est aussi rose qu'elle le paraît au premier coup d'oeil. Car un emploi, c'est une chose et, le revenu qu'on en retire, en est une autre.

Nouveaux emplois Faibles salaires

Oui, il y aura 200 nouveaux emplois chez ACI Télécentrics, dans l'ancienne usine Beloit, rémunérés à 10 \$ ou 12 \$ l'heure, mais, avon-nous déjà oublié ces 50 emplois de téléphonistes à près de 20 \$ l'heure perdus chez Bell Canada avec la fermeture du centre d'appels de Sherbrooke annoncée il y a

un an? Avons-nous oublié, aussi, que dans cette même usine où s'établira le centre d'appels, il y avait, il y a à peine plus de deux ans,



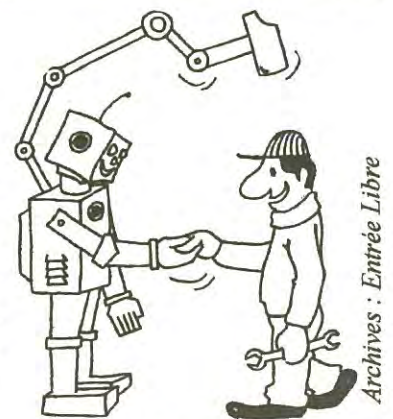
FERNAND LÉGER
Étude pour « les Constructeurs » (1950)

plusieurs centaines de travailleurs qui tiraient, en moyenne, 16,22 \$ l'heure? En d'autres termes, si on peut se réjouir que de nouveaux emplois viennent

remplacer des emplois perdus, il faut constater que, dans bien des cas, l'opération se traduit par une baisse, appréciable, de salaire et un appauvrissement de la population.

Taux de salaire industriel

Ces comparaisons rapides, faites à partir de situations bien connues, mériteraient, bien sûr, un traitement plus fouillé. Mais déjà, elles nous appellent à tempérer l'enthousiasme facile des médias et un certain triomphalisme du milieu des affaires. Ce qu'il serait utile de savoir, pour mieux orienter nos efforts de développement économique, c'est la tendance des revenus d'emplois en Estrie. Est-ce que la moyenne des salaires s'élève ou est-ce qu'elle diminue depuis quelques années?



Archives : Entrée Libre

Chose certaine, actuellement c'est dans la région de Sherbrooke que le taux de salaire industriel est le plus bas au Québec. Dans ce contexte, se réjouir d'un investissement créateur d'emplois, sans se questionner sur les niveaux de salaires qu'il comporte, c'est se lancer un peu de poudre aux yeux. Car peut-on parler véritablement de développement économique s'il n'y a pas d'amélioration du revenu et du bien-être de la population?

Gilles Léveillé
Conseil régional, FTQ

Un vaste mouvement social

Des paysans brésiliens... sans terre

Le Brésil vit une profonde crise agraire. Au début des années 90, le gouvernement brésilien a dénationalisé son industrie afin de stabiliser son économie. Il voulait ainsi répondre aux impératifs du capital international et à l'application de politiques économiques dictées par le Fonds monétaire international (FMI) et le néolibéralisme.

Cet état de fait a entraîné le démantèlement de plus de 942 000 petites entreprises rurales de type familiale. Dès lors, on enregistre près de 4,8 millions de familles sans terre au Brésil. Cela représente environ 20 millions de paysans. Heureusement, ceux-ci peuvent compter sur l'aide du Mouvement des Sans-Terre (MST).

Ce vaste mouvement social a pour double objectifs la justice sociale et la réforme agraire permettant à des millions de familles d'obtenir un espace. Ces paysans occupent des terres incultivées, les cultivent, mettent sur pied des coopératives, bâtissent des écoles et créent des initiatives économiques qui leur permettent de développer leurs nouvelles communautés.

Programmes d'aide

Le succès de l'occupation de ces terres repose essentiellement sur deux programmes gouvernementaux, l'INCRA (Institute Nacional pela Colonizaça Reforma Agrária) et le PROCERA (Programa de Credito Especial pela Reforma Agrária). Le programme de l'INCRA évalue la qualité des terres occupées par les paysans et verse un montant équitable aux propriétaires à titre de dédommagement. Le programme de PROCERA est un programme de crédit agricole qui accorde des prêts aux paysans pour l'achat de matériel agricole. Par le biais de ces deux programmes, les paysans orientent leurs actions avec celles du MST afin de transformer leurs terres en

une collectivité économiquement et socialement prospère. Ensemble, ils contribuent à garantir le succès de la réforme agraire du Brésil. Mais il ne suffit pas de donner un lopin de terre à des paysans pour s'assurer de leur survie, encore faut-il leur garantir le maintien de ces programmes.

Encore la Banque mondiale

Voilà que la Banque mondiale (BM) tente d'imposer sa vision de la réforme agraire du Brésil en voulant modifier le programme de l'INCRA et supprimer le programme de PROCERA. Tout cela au profit des grands propriétaires terriens. Sur cette base, le MST revendique le maintien intégrale de ces deux



Source : Développement et Paix

Un moment de répit, des jardins communautaires

programmes gouvernementaux. De plus, le MST demande la mise en place d'un programme massif d'investissement visant, entre autres, l'appui aux petites et moyennes entreprises; la construction de maisons; la mise en place d'incitatifs aux entreprises agricoles familiales et l'accès à une éducation gratuite et à un système universel de santé de qualité pour tous les Bré-

siliens et les Brésiliennes. En somme, de profondes transformations doivent s'opérer au Brésil afin de garantir une plus grande justice sociale non seulement pour les paysans sans terre, mais aussi pour l'ensemble de la population brésilienne.

Catherine Côté

Stagiaire à Développement et Paix

Avril 2000

le mois de la presse communautaire

Le Mois de la presse communautaire veut souligner le dévouement de toutes les femmes et de tous les hommes qui, jour après jour, envers et contre tout, contribuent au rayonnement de ces médias.

L'Association des médias écrits communautaires du Québec, c'est 90 journaux communautaires répartis dans tout le Québec.

Télé : (514) 383-8533
www.amec.qc.ca

AMECQ Association des médias écrits communautaires du Québec

En ce 1^{er} jour de mai 2000

Le Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie exprime sa solidarité avec tous les sans-emploi de l'Estrie

Le MCCE tient des rencontres publiques d'information chaque semaine le mercredi soir à 19 h au 187, rue Laurier, local 214, à Sherbrooke

Ces rencontres sont organisées en collaboration avec le Fonds de Charité de la TROVEPE

Renseignez-vous de l'horaire spécial pour la saison estivale

MCCE

(819) 566-5811



CRÉMI

Collectif Régional d'Éducation sur les Médias d'Information

Joignez-vous à l'équipe pour maintenir une présence critique en Estrie

ACCÈS GRATUIT À INTERNET

Du mardi au jeudi entre 9 h 00 et 16 h 30
Pour réservation : 346-0101

LA TABLE RONDE DES

OVEP
DE L'ESTRIE

187, rue Laurier, local 314
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

TÉL.: (819) 566-2727

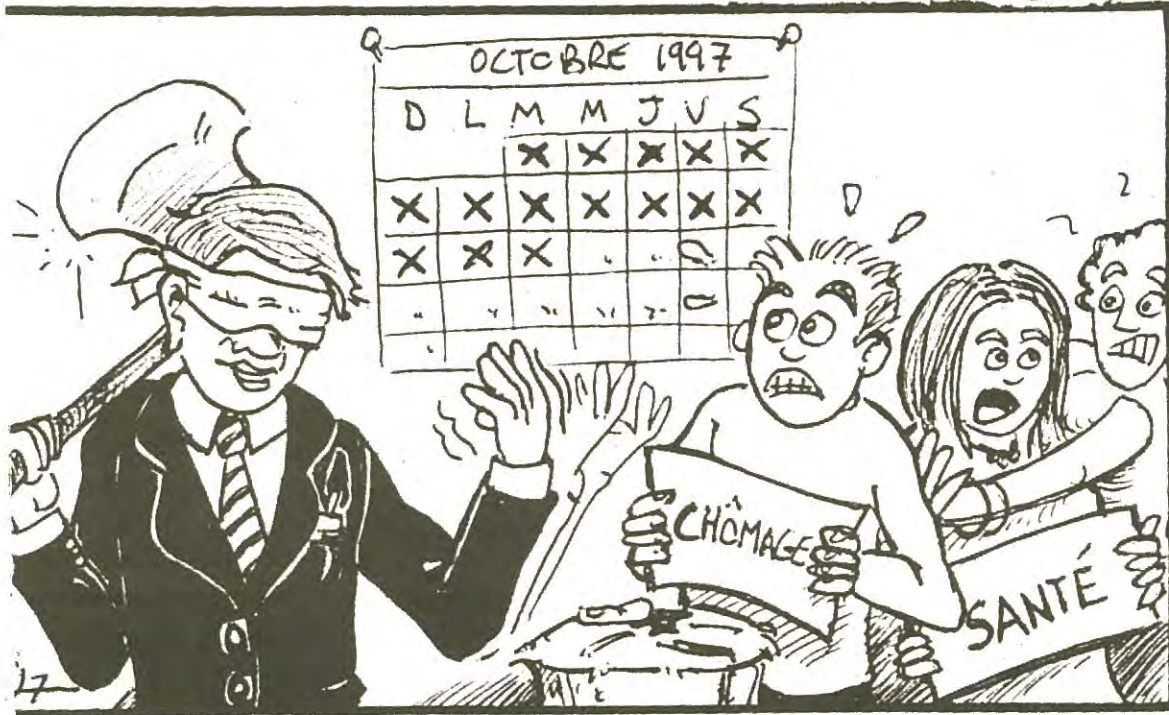
LE MOUVEMENT POPULAIRE

- Des ressources à découvrir
- Des alternatives à offrir
- Une force en devenir

au **NEO LIBERALISME**

1994-2000 : Six années de compressions budgétaires

CHRONIQUE D'UNE DESTRUCTION MASSIVE



Dessin : Jonathan Charland

Mise à mal des structures collectives

Ainsi, tous en chœur, les gouvernements de tous les paliers y sont aller de sauvages compressions budgétaires, remettant en cause le système des programmes sociaux et des services publics.

À lui seul, le gouvernement fédéral re-trancha quelque 16 milliards \$ dans ses dépenses de programmes. Malgré une augmentation progressive depuis quelques années, le *Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux* souffre encore d'un manque à gagner de plus de 4 milliards \$, seulement pour atteindre le niveau de financement de 1994-1995. Le gouvernement québécois n'est pas en reste, lui qui sabra 5.5 milliards \$ en quatre ans par rapport au rythme de croissance normale de ses dépenses.

Ces coupures s'expriment dans nos vies quotidiennes par une destruction massive des structures collectives par lesquelles nous construisons notre vie en commun. Nous n'avons qu'à penser aux politiques de soutien du revenu (aide sociale, assurance-emploi) totalement défailantes, laissant de plus en plus de gens en plan; aux programmes d'aide aux familles, d'aide internationale, d'aide juridique et tant d'autres, durement mis à l'épreuve par les restrictions budgétaires; aux déréglementations importantes laissant à

l'entreprise privée assoiffée de profits le soin de gérer ses activités ou encore aux réorganisations qui, loin de signifier la revalorisation des programmes, marquent en fait leur déchéance. Le cas des CLSC est exemplaire à cet égard : l'augmentation de 25 % de leur budget ne doit pas nous faire oublier que pendant ce temps, c'est 34 % de plus de clientèle qui a été orientée vers ses services, un accroissement de 50 % des interventions.

Pendant ce temps, tous les indicateurs en témoignent, le drame des gens parmi les plus pauvres et la pauvreté elle-même vont croissants. L'instauration de l'assurance-médicament accouche d'une baisse dangereuse de consommation de médicaments essentiels. Les coupures dans le logement social et la proportion de plus en plus alarmante de ménages consacrant une somme au-delà de 30 % de leur revenu pour se loger, laissent place à des limitations alimentaires inquiétantes. Décrochage scolaire, violence et suicide, autant de phénomènes grandissants à l'heure du sabordage de l'État.

« Il est venu le temps de la moisson dans le champ des finances publiques. Alors, Messieurs et Mesdames les Sinistres d'État, au boulot et qu'on coupe, qu'on coupe... ».

Tel aurait pu être le refrain entonné par les gouvernements fédéral et provincial ces quelques six dernières années. Mais avouons qu'il était plus *correct* et politiquement rentable de parler le jargon economiciste du gros bon sens. Qui donc s'opposera à la froide nécessité des chiffres? Et pourtant, les décisions politiques de nos dirigeants se sont avérées désastreuses.

C'est ainsi tapis derrière le voile du réalisme économique et des slogans bon marché que les gouvernements ont justifié et légitimé la charcuterie à laquelle ils se

sont livrés dans les budgets nationaux. L'idéologie de l'« État minimum » et du « tout au privé » masquée par les créneaux populaires de la « dette », du « déficit zéro » et de la « croissance économique », ils ont systématiquement appliqué les recettes du néolibéralisme; recettes à base de destruction des structures collectives et de privatisations. Et pour se faire, quoi de mieux que quelques « rationalisations » dans les budgets des structures étatiques jugées « im-productives » (aide sociale, santé, éducation, logements sociaux, etc).

Des résultats accablants

Résultat : une population qui s'appauvrit dramatiquement et dont nulle statistique ne peut rendre compte de ses tourments quotidiens; des structures collectives saccagées et laissant place à la prédation marchande; une société structurée par des intérêts privés à court terme et de plus en plus soumise à l'arbitraire des lois du marché; un pouvoir politique qui nous échappe entre les mains des « nouveaux

maîtres du monde », gestionnaires et actionnaires de l'entreprise multinationale toute puissante.

Les gouvernements prétendaient couper dans le gras; avec tous ces mouvements de contestation qui ont fleuri un peu partout au pays, c'est tout comme s'ils avaient « pogné » un os...!

Jean-François Fortier
Solidarité Populaire Estrie



Le
sourire
du
coupeur...

Au-delà des chiffres...

Qu'il nous soit permis de terminer en soulignant qu'au-delà des chiffres, des millions et des milliards de dollars de coupures, l'infiltration jusque dans les officines de l'État du mode de gestion privée, basé sur la performance et l'efficacité, nous mène directement à un désastre social et écologique d'envergure. L'enjeu fondamental demeure, encore et toujours, celui de la démocratie. Le pouvoir social de décision *versus* l'appropriation privée de toutes choses voire de tous êtres.

Ils ont détruit ; à nous de reconstruire!

Aide sociale	Compressions de 500 millions de dollars depuis 1993, ce qui signifie, entre autres, une diminution de 20 % des prestations.
Assurance-emploi	En 1989, 83 % des chômeurs et chômeuses étaient éligibles au Régime d'assurance-chômage. Aujourd'hui, seulement 36 % d'entre eux sont protégés par le Régime d'assurance-emploi.
Logement social	En 1994, le gouvernement fédéral s'est retiré de tous ses programmes de logements sociaux et ne finance plus rien depuis. Au Québec, le maigre 43 millions \$ d'investissement n'arrive pas à combler les besoins criants.
Santé	Entre 1994 et 1999, c'est 2 milliards \$ qui ont été coupés dans le réseau public.
Éducation	Au cours des 6 dernières années, c'est 25 % du budget dans le réseau de l'éducation qui a été amputé.



CONSEIL CENTRAL
DES SYNDICATS
NATIONAUX
DE L'ESTRIE

1^{er} MAI 2000

Agir pour une société
sans pauvreté

LE 1^{er} MAI, FÊTE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEUSES
ET DES TRAVAILLEURS, DOIT NOUS RAPPELER
LA SOLIDARITÉ NÉCESSAIRE POUR
UNE PLUS GRANDE JUSTICE.

UN GESTE CONCRET

Nous vous invitons à être présent
à Québec le 13 mai 2000, pour déposer devant
l'Assemblée nationale,
le Projet de loi contre la pauvreté.

Pour information : Coalition régionale (819) 564-4418
Pour rejoindre le Conseil central de l'Estrie : (819) 563-6515



CONCERTACTION
FEMMES • ESTRIE

187, rue Laurier, bur. 301
Sherbrooke QC
J1H 4Z4
Téléphone : (819) 563-1987
Télécopieur : (819) 563-0204
Courriel : concertaction@yahoo.fr

Une voie, une force, un moyen pour soutenir
la Marche mondiale des femmes en Estrie



Corporation
de développement économique
communautaire de Sherbrooke

Pour un développement...
Autrement!

891, rue Bowen Sud, Sherbrooke (Québec) J1G 2G3
Téléphone : (819) 563-1600 Télécopieur : (819) 566-0005



Le syndicat des prestataires de
l'assurance-chômage en Estrie

ACTIF DEPUIS 1980

(819) 566-5811

Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie
187, rue Laurier, local 215, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Membre du MASSE

Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi



COMITÉ DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES ACCIDENTÉS DE L'ESTRIE

1^{ER} MAI 2000 :
RÉAFFIRMONS NOTRE DROIT
DE TRAVAILLER
EN SANTÉ

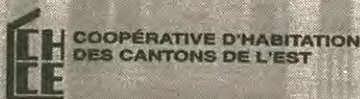
25 ans
de vie commune



25 ans, ça se fête!

Soirée de retrouvailles
Le 4 novembre 2000

Vous êtes un ancien membre de la **Coopérative d'habitation
des Cantons de l'Est**? On vous cherchait justement!
Contactez-nous pour nous laisser vos coordonnées.
Nous serions heureux de vous transmettre une invitation à
participer à la soirée de retrouvailles.



31, rue King Ouest, bureau 410, Sherbrooke (Qc) J1H 1N5
Téléphone : (819) 566-6303 - Télécopieur : (819) 829-1593
Courriel : chce@vl.videotron.ca

-- VOUS ET VOS DROITS --

Un mariage contracté dans le but d'augmenter ses prêts et bourses peut-il être annulé?

FAITS :

Les faits soumis au Tribunal sont les suivants :

Deux étudiants se sont mariés dans le but frauduleux de changer leur statut afin d'améliorer leurs demandes de prêts et bourses. L'étudiante demande que ce mariage soit déclaré nul. Elle soutient à cet égard qu'il y a eu ni cohabitation ni consommation du mariage. L'étudiant consent implicitement à cette demande puisqu'il ne s'est pas présenté en Cour. L'étudiante avoue que ce mariage a été contracté frauduleusement.

QUESTION :

Un mariage de cette sorte peut-il être annulé?

DÉCISION :

Non.

MOTIFS :

Le Tribunal n'annule pas le mariage pour deux raisons. La première est à l'effet que la Cour ne veut pas sanctionner l'acte répréhensible que les étudiants ont commis. La seconde en est plutôt une de délai. En effet, la demande d'annulation est irrecevable du fait que le mariage a été célébré il y a plus de trois ans. Le Code civil du Québec mentionne que l'action est irrecevable s'il s'est écoulé trois ans depuis la célébration, sauf si l'ordre public est en cause. Dans ce dossier, il a été décidé que l'ordre public n'était pas en cause. L'annulation du mariage, pour tous ces motifs, n'a pas été prononcée. Il restera à voir pour l'action en divorce.

M^e Micheline Plante
Centre communautaire juridique de l'Estrie
Téléphone : (819) 563-6122



**Table d'action contre
l'appauvrissement
de l'Estrie**

**La justice sociale
c'est l'affaire de tout le monde...**

187, rue Laurier, bureau 213, Sherbrooke, J1H 4Z4
Téléphone : (819) 829-3822 Télécopieur : (819) 829-5969



Solidarité Populaire Estrie

187, rue Laurier, local 311
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
TÉL. : (819) 562-9547

**Une coalition pour
une répartition équitable
de la richesse**

985, rue Galt ouest,
Sherbrooke
562-5079

**Équipement
de bureau
QWERT** ltée

SERVICE
(RÉPARATION TOUTES MARQUES)

VENTE

**SMITH
CORON**

BUREAUX D'AIDE JURIDIQUE**AIDE JURIDIQUE**

Une équipe à votre service depuis plus de 25 ans

SECTION CIVILE ET ADMINISTRATIVE

Me André Collard
Me Josée Gosselin
Me Pierre Thibaudeau

SECTION MATRIMONIALE

Me Francine Gladu
Me Line Samoisette
Me Michel Tétrault
Me Marjolaine Gaudet
Me Martine Beaucage

225, rue King Ouest
Bureau 234
Sherbrooke (Québec
J1H 1P8

563-6122

SECTION JEUNESSE

Me Mario J. Proulx
Me Hélène Houle
Me Lise Gagnon

SECTION CRIMINELLE ET PÉNALE

Me Claude Leblond
Me Jean Couture
Me Philippe Gilbert

95, rue Camirand, bureau 260
Sherbrooke
J1H 4J6

563-4721

SERVICE 24 HEURES**Illusion Emploi**

souhaite une Bonne Fête du 1^{er} mai
à toutes les personnes n'ayant pas de
statut de travailleur reconnu, sans
protection légale ni lieu de recours
et sans droit d'association et de
syndicalisation...

**Bonne Fête à tous ces travailleurs
et travailleuses !!!**

187, rue Laurier, local 216, Sherbrooke, J1H 4Z4, tél. : (819) 569-9993



CREM 2000

Comité régional estrien
de la Marche des femmes
en l'an 2000

**Pionnières, Bâtisseuses et Travailleuses
Fêtons Ensemble et avec Tous
Ce 1^{er} mai 2000**

CREM 2000 C.P. 932, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4 Tél. : (819) 563-1987



**Donnons-nous une organisation politique
pour changer le monde**

Bonne fête aux travailleuses et travailleurs
(avec ou sans emploi)

Rassemblement pour l'alternative politique (RAP)
- Section Estrie -

1er mai

fête internationale des travailleurs & des travailleuses



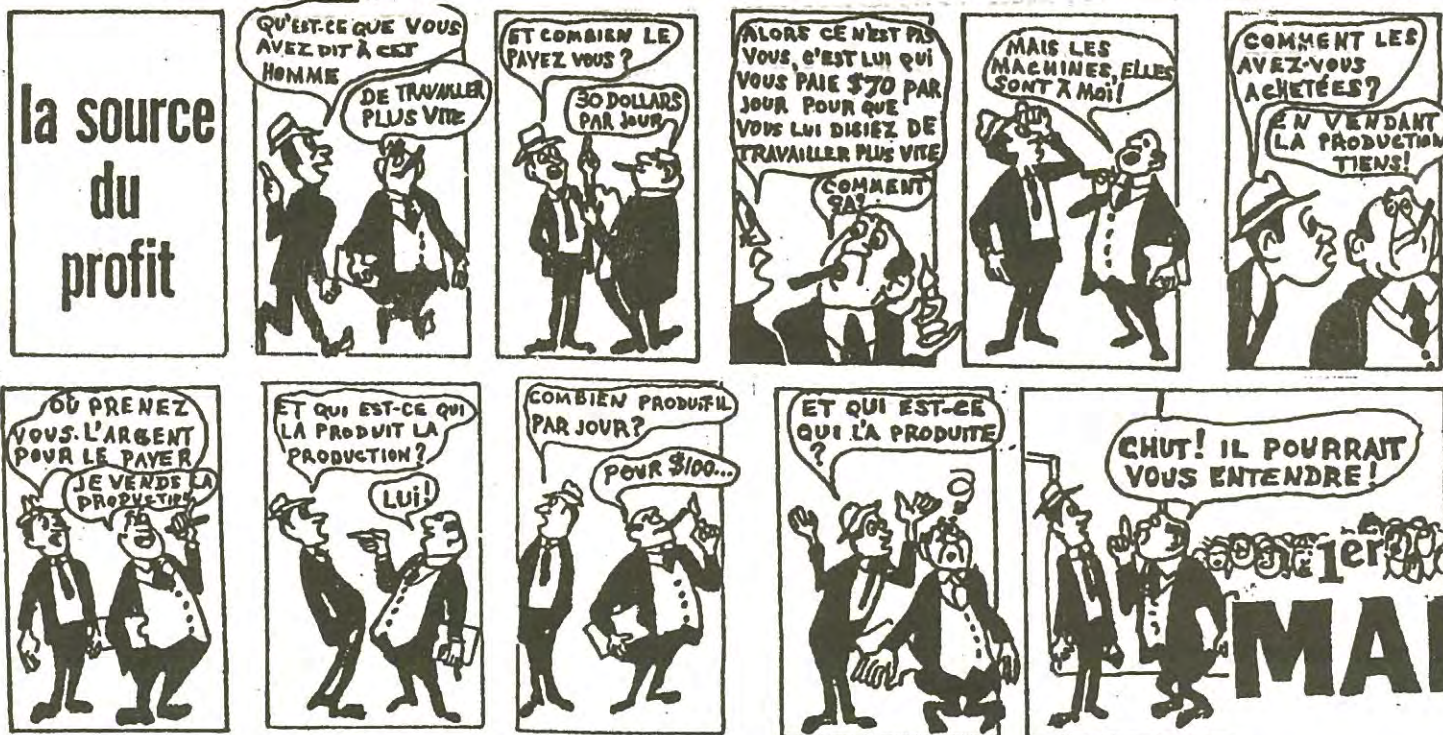
- 16h30 • départ de la **marche** traditionnelle, devant l'Hôtel-de-Ville de Sherbrooke
 - 18h00 • **souper** populaire au bar Le Magog
 - 19h00 • soirée **spectacle**
- avec **Fernand D'Ascanio**, Solidarité populaire Estrie
Marie Toupin, Concertation Femmes Estrie
Michel Chartrand, travailleur autonome!
- avec **Le populaire en chanson**, chœur de femmes
Denis Vigneault et le Must be blues band



une activité de **Solidarité populaire Estrie**

une société sans pauvreté • agir pour une société sans pauvreté • agir pour une société sans pauvreté • agir pour une société

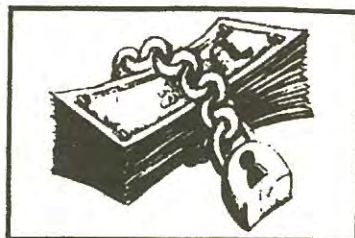
La baisse
des impôts
ça explique
aussi...



**S'abonner c'est
se donner les moyens
de mieux s'informer**

Abonnement régulier 15 \$
 Institutions, organismes 20 \$
 Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de _____ \$
 pour _____ abonnement(s) adressé à :

Entrée Libre
 187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
 Nom : _____
 Adresse : _____
 Ville : _____ Téléphone : _____



**LE FINANCEMENT
DES
GROUPES
POPULAIRES**

Recherchons équiériers et équiérières pour :

Se joindre à l'équipe d'Entrée Libre
 permet de s'impliquer
 humainement et socialement.

CONTACTEZ-NOUS : 821-2270